

# Comment la statistique a perdu son pouvoir - et pourquoi nous devrions craindre ce qui va suivre



William DAVIES

Sociologue, économiste politique<sup>1</sup>

La capacité de la statistique à représenter le monde avec précision baisse. Un âge nouveau, de données massives contrôlées par des sociétés privées, prend le dessus et menace la démocratie.

En théorie, la statistique devrait aider à trancher des débats. Elle doit fournir des références stables, dont chacun – quelles que soient ses opinions - peut convenir. Pourtant, ces dernières années, l'inégale confiance dans la statistique est un des schismes aigus qui se sont ouverts dans des démocraties libérales occidentales. Peu avant l'élection présidentielle de novembre, une étude aux États-Unis a révélé que 68 % des partisans de Trump se méfient des données économiques publiées par l'administration fédérale. Au Royaume-Uni, une étude de l'Université de Cambridge et de YouGov sur les théories du complot a révélé que 55 % de la population croient que le gouvernement « cache le véritable nombre d'immigrés vivant ici ».

Plutôt que dissiper la controverse et la polarisation, il semble que la statistique les attise en réalité. L'aversion pour la statistique est devenue un des traits de la droite populiste, mettant les statisticiens et les économistes au premier rang des divers « experts » qui ont été ostensiblement rejetés par les électeurs en 2016. Non seulement la statistique est vue par beaucoup comme douteuse, mais elle leur apparaît en quelque sorte insultante ou arrogante. Ramener les questions sociales et économiques à des agrégats numériques et des moyennes semble à beaucoup violer la décence politique.

Nulle part ceci ne se manifeste avec plus d'éclat que pour l'immigration. Le thinktank « British Future » a examiné comment on peut argumenter au mieux en faveur de l'immigration et du multiculturalisme. Un de ses principaux constats est que les gens réagissent souvent avec chaleur face à des témoignages qualitatifs, tels que des histoires de migrants ou des photographies de diverses communautés. Mais des statistiques - spécialement celles qui portent sur les avantages supposés de l'immigration pour l'économie britannique - suscitent la réaction tout à fait opposée. Les gens pensent que les chiffres sont manipulés et détestent l'élitisme consistant à se référer à une mesure quantitative. Devant les évaluations officielles du nombre d'immigrants clandestins, la réaction habituelle est d'en rire. « British Future » a montré que mentionner l'effet positif de l'immigration sur le PIB, loin de plaider en sa faveur, peut en réalité y rendre les gens encore plus hostiles. Le PIB lui-même en vient à être vu comme le cheval de Troie d'un projet libéral élitiste. Les politiciens l'ont maintenant bien perçu et ont en général abandonné les discours sur l'immigration formulés en termes économiques.

1. NDR : Article original publié le 17 janvier 2017 dans le journal The Guardian sous le titre « How statistics lost their power – and why we should fear what comes next ». Traduction publiée ici avec l'autorisation de l'auteur et de l'éditeur, que nous remercions. Les intertitres ont été ajoutés par notre revue.

Tout cela représente un sérieux défi pour une démocratie libérale. Pour faire court, le gouvernement britannique - fonctionnaires, experts, conseillers et beaucoup de politiciens - croit vraiment que l'immigration est tout compte fait bonne pour l'économie. Le gouvernement britannique était convaincu que le Brexit était un mauvais choix. Le problème est que maintenant le gouvernement s'autocensure, de crainte de provoquer davantage le peuple.

C'est un dilemme malvenu. Ou bien l'État continue de se réclamer de ce qu'il considère valide et les sceptiques l'accusent de propagande, ou bien les politiciens et officiels sont confinés à dire ce qui est considéré plausible, intuitivement vrai, mais peut en fin de compte être inexact. Dans tous les cas, la politique se retrouve embourbée dans l'accusation de mensonge et de camouflage.

Cette perte de crédibilité des statistiques - et des experts qui les analysent - est au cœur de la crise qui est désormais désignée comme politique de la « post-vérité ». Dans ce monde nouveau et incertain, les attitudes envers l'expertise quantitative deviennent de plus en plus divisées. D'un côté, fonder la politique sur la statistique est élitiste, antidémocratique et imperméable à l'investissement émotionnel des gens dans leur communauté ou leur nation. Ce n'est qu'une manière de plus pour favoriser les gens à Londres, Washington ou Bruxelles qui cherchent à imposer leur vision du monde à tous les autres. Vue d'un autre côté, la statistique est tout le contraire d'élitiste. Elle permet aux journalistes, aux citoyens et aux politiciens de saisir la société dans son ensemble, non sur la base de l'anecdote, du sentiment ou du préjugé mais bien d'une façon qu'il est possible de valider. L'alternative à cette expertise quantitative est vraisemblablement encore moins la démocratie que l'attitude qui consisterait à lâcher la bride aux rédacteurs de tabloïds et aux démagogues pour fournir leur propre « vérité » sur ce qui se passe dans la société.

Peut-on s'affranchir de cette polarisation ? Devons-nous simplement choisir entre une politique de faits et une politique d'émotions, ou y a-t-il une autre façon de considérer la situation ? Une approche consiste à regarder la statistique à la lumière de son histoire. Essayons de la voir pour ce qu'elle est : ni vérité incontestable ni conspiration d'élite, mais plutôt un outil conçu pour simplifier la tâche de ceux qui gouvernent, pour le meilleur et pour le pire. Voyons, historiquement, le rôle crucial que la statistique a joué pour notre compréhension de l'état et du progrès des nations. Cela soulève la question préoccupante de savoir comment nous continuerons si peu que ce soit à avoir des idées partagées entre tous sur la société et le progrès collectif, si la statistique fait naufrage.

## Une histoire tri-séculaire

Dans la seconde moitié du 17<sup>ème</sup> siècle, à la suite de conflits prolongés et sanglants, les dirigeants européens ont adopté un point de vue entièrement nouveau sur le rôle de ceux qui gouvernent : une approche centrée sur les tendances démographiques, rendue possible par la naissance de la statistique moderne. Depuis des temps immémoriaux, les recensements avaient permis de suivre la taille de la population, mais ils étaient coûteux et laborieux à effectuer et centrés sur les citoyens considérés comme politiquement importants (les propriétaires), plutôt que sur l'ensemble de la société. La statistique a offert quelque chose de tout à fait différent, transformant par là même la nature de la politique.

La statistique a été conçue pour donner une compréhension globale d'une population, plutôt que de simplement cerner les sources à valeur stratégique du pouvoir et de la richesse. Dans les premiers temps, ceci n'impliquait pas toujours de produire des chiffres. En Allemagne, par exemple (d'où nous vient le terme Statistik) le défi était de dresser la carte des douanes, institutions et lois disparates dans un empire fait de centaines de micro-états. Ce qui caractérisait cette connaissance en tant que statistique était sa nature holistique : il s'agissait de produire une

image d'ensemble de la nation. La statistique ferait pour les populations ce que la cartographie faisait pour le territoire.

L'inspiration des sciences naturelles était également importante. Grâce aux mesures standardisées et aux techniques mathématiques, la connaissance statistique pouvait être présentée comme objective, assez largement comme l'astronomie. Des démographes anglais pionniers, comme William Petty et John Graunt, ont adapté des techniques mathématiques pour évaluer l'évolution des populations, travaux pour lesquels ils avaient été recrutés par Oliver Cromwell et Charles II.

L'apparition à la fin du 17<sup>e</sup> siècle de conseillers gouvernementaux se réclamant de l'autorité scientifique, plutôt que du sens politique ou militaire, marque les origines de la culture « experte » maintenant si dénigrée par les populistes. Ces individus novateurs n'étaient ni de purs universitaires, ni des fonctionnaires, mais planaient quelque part entre les deux. C'étaient des amateurs enthousiastes qui proposaient une nouvelle façon de penser les populations, qui prônaient des ensembles et des faits objectifs. Par leur prouesse mathématique, ils pensaient calculer ce qui autrement aurait exigé un vaste recensement.

Il n'y avait initialement qu'un seul client pour ce type d'expertise, ce que montre le mot « statistique ». Seuls des États nationaux centralisés avaient la capacité de récolter les données pour de grandes populations de façon normalisée et eux seuls avaient un besoin crucial de telles données. Durant la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle, des états européens se sont mis à collecter plus de statistiques d'une nature qui nous semble aujourd'hui familière. Portant le regard sur des populations nationales, les états se sont intéressés à toute une gamme de quantités : les naissances, les décès, les baptêmes, les mariages, les récoltes, les importations, les exportations, les fluctuations de prix. Ce qui auparavant aurait été enregistré localement et différemment pour chaque paroisse fut dès lors agrégé au niveau national.

De nouvelles techniques ont été développées pour représenter ces indicateurs, qui ont exploité les deux dimensions de la page, verticale et horizontale – disposant les données en tableaux ou matrices, comme les marchands l'avaient fait en développant des techniques comptables standardisées à la fin du 15<sup>e</sup> siècle. Organiser les nombres en rangées et colonnes était une façon nouvelle et puissante de montrer les caractéristiques d'une société donnée. De grandes questions complexes pourraient maintenant être étudiées rien qu'en examinant des données disposées géométriquement sur une simple page.

Ces innovations constituaient un extraordinaire potentiel pour les gouvernements. En ramenant des populations diverses à des indicateurs spécifiques et les disposant dans des tableaux appropriés, les gouvernements n'avaient plus besoin de prendre en considération un plus grand détail local et historique. Bien sûr, d'un autre point de vue, cette cécité à la variabilité culturelle locale est précisément ce qui déplaît dans la statistique et la rend potentiellement offensante. Sans se soucier de savoir si une nation donnée a une quelconque identité culturelle, les statisticiens feraient l'hypothèse d'une uniformité standard ou, selon certains, imposeraient cette uniformité.

On ne saurait capter statistiquement toutes les facettes d'une population donnée. Il y a toujours un choix implicite dans ce qui est inclus et dans ce qui est écarté ; et ce choix peut devenir en soi une question politique. Le fait que le PIB ne comptabilise que la valeur de travail rémunéré, excluant ainsi celui qui est traditionnellement fait au foyer par les femmes, en a fait depuis les années 1960 une cible de la critique féministe. En France, il est interdit de recueillir dans les recensements l'appartenance ethnique depuis 1978, au motif que de telles données pourraient être utilisées à des fins de politiques racistes. ( Ce qui a pour effet secondaire de rendre beaucoup plus difficile de quantifier le racisme ordinaire sur le marché du travail ).

Malgré ces critiques, l'aspiration à dépeindre une société dans sa globalité et de façon objective a relié divers idéaux progressistes à la statistique. L'image de la statistique comme science impartiale de la société n'est qu'une partie de l'histoire. L'autre partie est que des idéaux politiques puissants sont venus investir ces techniques : ceux d'une « politique fondée sur des preuves », de rationalité, de progrès ou d'une idée de nation fondée sur les faits, plutôt que sur des récits idéalisés.

## Statistiques et progrès national

Depuis l'apogée des Lumières à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les libéraux et les républicains ont nourri l'immense espoir qu'une métrologie nationale conduirait à une politique plus rationnelle, ordonnée par des améliorations démontrables dans la vie sociale et économique. Benedict Anderson, grand théoricien du nationalisme, est célèbre pour avoir décrit les nations comme des « communautés imaginées », mais la statistique offre la promesse d'ancrer cette imagination dans quelque chose de tangible. Elle promet également de montrer sur quel chemin historique la nation est engagée : quel genre de progrès s'accomplit et à quelle vitesse ? Pour les libéraux des Lumières, qui voyaient les nations se suivre dans un même sens de l'histoire, ceci était central.

La France post-révolutionnaire a bien saisi le pouvoir qu'a la statistique pour révéler l'état de la nation. L'État jacobin a imposé un cadre totalement nouveau pour effectuer des mesures et collecter des données au niveau national. Le premier bureau officiel de statistique du monde fut créé à Paris en 1800. Une collecte uniformisée des données, supervisée par un corps central d'experts hautement instruits, faisait partie intégrante de l'idéal d'une république dirigée centralement, qui visait à établir une société égalitaire et unifiée.

Depuis la période des Lumières, la statistique a joué un rôle de plus en plus important dans la sphère publique, nourrissant le débat dans les médias, fournissant aux mouvements sociaux les arguments qu'ils pourraient utiliser. Au fil du temps, la production et l'analyse de telles données furent moins dominées par l'État. Les spécialistes universitaires des sciences humaines se sont mis à analyser des données pour leurs propres travaux, souvent sans lien avec la politique gouvernementale. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des réformateurs comme Charles Booth à Londres et W.E.B. Du Bois à Philadelphie menaient leurs propres enquêtes pour analyser la pauvreté urbaine.

Pour bien voir combien la statistique a été mêlée aux notions de progrès national, considérons le cas du produit intérieur brut. Le PIB est une évaluation de la somme totale des dépenses de consommation des ménages nationaux, des dépenses publiques, des investissements et de la balance commerciale (le solde des exportations et des importations), qui se ramènent à un simple nombre. Ceci est diaboliquement difficile à faire correctement et les efforts pour calculer ce chiffre ont commencé, comme tant de techniques mathématiques, par une recherche plutôt marginale et un peu byzantine dans les années 1930. Ce n'est devenu une priorité politique nationale qu'avec la seconde guerre mondiale, lorsque les gouvernements ont dû vérifier si la population nationale produisait assez pour entretenir l'effort de guerre. Dans les décennies qui ont suivi, cet indicateur simple, bien que non exempt de critiques, a acquis un statut politique sacralisé, baromètre suprême de la compétence du gouvernement. Que le PIB monte ou baisse est maintenant vu comme l'indice que la société avance ou recule.

Ou encore, prenons l'exemple des sondages d'opinion, premier exemple d'innovation statistique advenue dans le secteur privé. Dans les années 1920, les statisticiens ont développé des méthodes pour construire un échantillon de personnes interrogées qui soit représentatif des attitudes du public dans son ensemble. Cette percée, qui a été d'abord réalisée par des analystes du marketing, a bientôt donné naissance aux sondages d'opinion. Cette nouvelle technique

est immédiatement devenue un objet de fascination publique et politique, à mesure que les médias rapportaient ce que cette nouvelle science nous enseigne de ce que « les femmes » ou « les Américains » ou « les travailleurs manuels » pensent du monde.

De nos jours, les défaillances des sondages sont décortiquées à l'infini : ceci, en partie en raison des espoirs énormes investis en eux depuis leurs origines. C'est seulement dans la mesure où nous croyons à la démocratie de masse que nous sommes si fascinés ou inquiétés par ce que le public pense. Or, c'est essentiellement grâce à la statistique plutôt qu'aux institutions démocratiques en tant que telles, que nous pouvons savoir ce que le public pense sur des questions spécifiques. Nous ne soupçonnons pas combien notre sens de « l'intérêt public » est enraciné dans le calcul expert, bien plus que dans les institutions démocratiques.

À mesure que les indicateurs de santé, de prospérité, d'égalité, d'opinion et de qualité de la vie en sont venus à nous dire qui nous sommes collectivement et si les choses s'améliorent ou non, les politiciens se sont lourdement appuyés sur la statistique pour soutenir leur autorité. Souvent, trop lourdement, tirant trop loin la preuve, interprétant des données de façon trop peu rigoureuse, afin de servir leur cause. Mais ceci est une conséquence fâcheuse mais inévitable de la prévalence des chiffres dans la vie publique et ne justifie pas pour autant les rejets définitifs de l'expertise dont nous avons été récemment témoins.

À bien des égards, l'attaque populiste contemporaine envers « les experts » procède du même ressentiment que celle qui s'exerce à l'encontre des représentants élus. À force de parler de la société globalement, de diriger l'économie globalement, les politiciens tout comme les technocrates sont perçus comme ayant « perdu le contact » avec ce qu'éprouve un simple citoyen pour lui-même. Tant les statisticiens que des politiciens sont tombés dans le piège d'« un regard étatique », pour prendre une expression du penseur anarchiste James C Scott. Parler scientifiquement de la nation - par exemple en termes de macroéconomie - est une insulte à ceux qui préféreraient fonder leur sens de la nation sur la mémoire et sur le récit, et qui en ont assez d'entendre que leur « communauté imaginée » n'existe pas.

D'un autre côté, la statistique (tout comme les élus) s'est convenablement acquittée de la production d'un discours public crédible, pendant des décennies si ce n'est pendant des siècles. Qu'est-ce qui a changé ?

## Crise de la statistique

Cette crise de la statistique n'est pas tout à fait aussi soudaine qu'on pourrait le croire. Pendant environ 450 ans, le grand exploit des statisticiens a été de réduire la complexité et la fluidité de populations nationales à des faits et chiffres utilisables, compréhensibles. Or, durant les décennies récentes, le monde a changé radicalement, grâce à la politique culturelle apparue dans les années 1960 et à la transformation de l'économie mondiale qui a suivi peu après. Les statisticiens ne semblent pas avoir suivi le rythme de ces changements. Les définitions et nomenclatures statistiques d'antan sont mises en question par des identités, des attitudes et des trajectoires économiques plus labiles. Les efforts pour représenter les changements démographiques, sociaux et économiques en termes d'indicateurs simples et bien reconnus perdent leur légitimité.

Regardez le changement dans la géographie politique et économique des États-nations ces 40 dernières années. Les statistiques qui dominent le débat politique sont essentiellement des statistiques de niveau national : pauvreté, chômage, PIB, balance migratoire. Mais la géographie du capitalisme a tiré dans des directions plutôt différentes. À l'évidence, la mondialisation n'a pas aboli la géographie. Souvent, la localisation de l'activité économique est même devenue plus importante encore, exacerbant l'inégalité entre les territoires qui réussissent (comme

Londres ou San Francisco) et ceux en déclin (comme le nord-est de l'Angleterre ou la « ceinture de rouille » des États-Unis). Les unités géographiques clés ne sont plus des États-nations. Ce sont plutôt les villes, les régions ou les périphéries urbaines qui montent ou dépérissent.

L'idéal cher aux Lumières, d'une nation définie comme communauté identifiée, réunie par un cadre commun pour le mesurer, est de moins en moins soutenable. Si vous vivez dans une de ces villes des vallées galloises où autrefois l'emploi reposait sur la fabrication de l'acier ou sur la mine, entendre les politiciens dire que « l'économie se porte bien » ne peut qu'accroître encore le ressentiment. De ce point de vue, le terme « le PIB » ne saurait rien porter d'intelligible ni de crédible.

Quand on utilise la macroéconomie comme argument politique, on sous-entend que les pertes dans une partie du pays sont compensées par des gains réalisés ailleurs. Des indicateurs nationaux fortement médiatisés, comme le PIB et l'inflation, dissimulent toutes sortes de gains et de pertes localisés qui sont moins couramment évoqués par les politiciens nationaux. L'immigration peut être bonne pour l'économie en général mais ceci ne signifie pas qu'il n'y ait aucun coût local. Ainsi quand les politiciens se réclament d'indicateurs nationaux pour défendre leur point de vue, ils supposent implicitement un certain esprit de sacrifice patriotique mutuel chez les électeurs : vous êtes peut-être perdant à présent, mais la prochaine fois vous pourriez y gagner. Mais que se passerait-il si la chance ne tournait jamais ? Si la même ville ou la même région gagnent encore et toujours, tandis que d'autres sont toujours perdantes ? Sur quel principe de donnant-donnant ceci est-il justifié ?

En Europe, l'union monétaire a exacerbé ce problème. Les indicateurs que la Banque centrale européenne prend en compte, par exemple, représentent un demi-milliard de personnes. La BCE s'occupe de l'inflation ou du taux de chômage dans la zone Euro comme si c'était un territoire unique et homogène, tandis que le destin économique des citoyens européens s'éparpille dans des directions différentes, selon la région, la ville ou le quartier où ils vivent. La connaissance officielle est de plus en plus étrangère à l'expérience vécue, au point de cesser tout simplement d'être appropriée et crédible.

Favoriser le niveau national comme échelle naturelle d'analyse est un point de vue statistique qu'ont érodé des années de changements économiques. Les classifications forment un autre parti-pris, de plus en plus problématique. Une bonne partie du travail du statisticien consiste à classer les gens en les rangeant dans toutes sortes de boîtes qu'il a créées : employé ou chômeur, marié ou non, favorable ou opposé à l'Europe. Tant que les gens peuvent être classés dans de telles catégories, il reste possible de cerner le poids d'une catégorie donnée dans la population.

Ceci peut impliquer des choix quelque peu réducteurs. Pour être compté comme chômeur, par exemple, un individu doit répondre à une enquête qu'il est involontairement sans emploi, même si cela peut être en réalité plus compliqué. À tout moment, beaucoup entrent ou sortent de l'emploi pour des raisons qui pourraient avoir autant à faire avec la santé ou avec des nécessités familiales qu'avec les conditions du marché du travail. Mais grâce à cette simplification, il devient possible d'estimer un taux de chômage pour l'ensemble de la population.

Or, voici un problème ! Que se passe-t-il si beaucoup de questions de notre époque ne trouvent pas leurs réponses dans le nombre de personnes correspondant à une définition, mais dans l'intensité avec laquelle elles y sont affectées ? Le chômage en est un exemple. Le fait que la Grande-Bretagne ait traversé la Grande Récession de 2008-13 sans que le chômage augmente sensiblement est généralement reconnu comme un succès. Mais mettre l'accent sur « le chômage » a masqué l'accroissement du sous-emploi, c'est-à-dire le fait que des gens n'aient pas assez de travail, en quantité, ou soient employés au-dessous de leur niveau de qualification.

Ceci représente actuellement autour de 6 % de la force de travail « employée ». Et puis, il y a la hausse de la main-d'œuvre indépendante, pour laquelle la distinction entre « employé » et « involontairement sans emploi » n'a pas grand sens.

Ce n'est pas ici une critique d'organismes tels que l'Office national de statistique (ONS), qui produit bien des données sur le sous-emploi. Mais tant que les politiciens continueront à répondre aux critiques en se référant au taux de chômage, la situation de ceux qui ont du mal à obtenir assez de travail pour en vivre sera sous-estimée dans le débat public. Il ne serait pas du tout étonnant que ces mêmes gens soient devenus méfiants envers les experts et les statistiques utilisées dans le débat politique, étant donné le désaccord entre ce que les politiciens disent du marché du travail et ce qu'ils vivent en réalité.

L'essor de politiques identitaires, depuis les années 1960, a mis une tension supplémentaire sur ces systèmes de classification. Les statistiques ne sont crédibles que si les gens se reconnaissent dans la gamme limitée de catégories démographiques disponibles, qui sont choisies par l'expert et non par la personne interrogée. Mais lorsque l'identité devient un enjeu politique – lorsqu'on parle de genre, de sexualité, de race ou de classe – les gens exigent de se définir selon leurs propres critères.

Les sondages d'opinion peuvent souffrir pareillement. Ces sondages saisissent traditionnellement les attitudes et les préférences des gens, sous l'hypothèse raisonnable qu'ils se comporteront en conséquence. Mais à une époque où la participation politique décline, il ne suffit pas de savoir simplement quelle case quelqu'un préfère cocher. Il importe de savoir s'ils le ressentent assez fortement pour se sentir concernés. Et lorsqu'il s'agit de saisir de telles fluctuations dans l'intensité émotionnelle, le sondage est un piètre outil.

La statistique a toujours subi la critique tout au long de son histoire. Les défis que lui posent les politiques identitaires et la mondialisation ne sont pas nouveaux non plus. Pourquoi dès lors les événements de l'année passée paraissent-ils si dommageables pour l'idéal d'expertise quantitative et pour son rôle dans le débat politique ?

## **Irruption du *Big Data***

Depuis quelques années, une nouvelle façon de quantifier et visualiser les populations apparaît, qui potentiellement marginalise la statistique et sonne l'avènement d'une ère toute différente. La statistique, collectée et compilée par des techniciens experts, laisse la place aux données qui s'accumulent automatiquement, du fait de la numérisation envahissante. Traditionnellement, les statisticiens savaient quelles questions ils voulaient poser et quelle était la population concernée, puis ils allaient chercher les réponses. En revanche, les données se produisent d'elles-mêmes lorsque nous utilisons une carte de fidélité, laissons un commentaire sur Facebook ou cherchons quelque chose sur Google. Comme nos villes, nos voitures, nos maisons et les objets du ménage sont dorénavant connectés, la masse des données que nous laissons dans notre sillage va devenir encore plus considérable. Dans ce monde nouveau, les données sont captées d'abord : les questions de recherche viennent ensuite.

À terme, ceci aura des implications probablement aussi profondes que l'invention de la statistique à la fin du 17<sup>e</sup> siècle. L'expansion des « données massives » fournit des occasions d'analyses quantitatives beaucoup plus abondantes qu'autant de sondages ou de modèles statistiques que vous voudrez. Et, ce n'est pas seulement la quantité des données qui diffère. C'est un type de connaissance entièrement différent, accompagné d'un nouveau mode d'expertise.

Tout d'abord, il n'y a aucun cadre d'analyse déterminé (comme la nation) ni aucune catégorie constituée (comme « chômeur »). Ces énormes nouveaux stocks de données peuvent être

explorés pour rechercher des motifs, des tendances, des corrélations et des tendances émergentes. Cela devient une façon de suivre à la trace les identités que les gens s'attribuent (comme « #JesuispourCorbyn » ou « entrepreneur ») plutôt que de leur assigner une catégorie. C'est là un mode d'agrégation approprié à une ère politique plus fluide, où tout ne peut être – comme avec les Lumières – relié de façon fiable à un quelconque idéal d'État-nation gardien de l'intérêt public.

En second lieu, la plupart d'entre nous oublions totalement ce que toutes ces données disent de nous, individuellement ou collectivement. Il n'y a aucun équivalent d'un Office National de Statistique pour les données de masse enregistrées par le commerce. Nous vivons à une époque où nos sentiments, identités ou affiliations peuvent être pistés et analysés à une vitesse et avec une précision sans précédent - mais rien ne rattache cette nouvelle capacité à l'intérêt public ou au débat public. Des « data-analystes » travaillent pour Google et Facebook, mais ce ne sont pas des « experts » du même genre que ceux qui produisent la statistique et qui sont maintenant si largement condamnés. L'anonymat et le secret des nouveaux analystes les rendent potentiellement plus puissants politiquement que tout spécialiste des sciences humaines.

Une entreprise comme Facebook est capable de procéder à une analyse sociale quantitative sur des centaines de millions de gens, à très bas prix. Mais elle est très peu incitée à en révéler les résultats. En 2014, quand les chercheurs de Facebook ont publié les résultats d'une étude « de la contagion émotionnelle » qu'ils avaient effectuée sur leurs usagers – où ils avaient modifié des fils d'actualités pour voir comment cela affectait les contenus que les usagers partageaient en réponse – ce fut un tollé : les gens avaient été soumis à une expérience à leur insu. Ainsi, du point de vue de Facebook, pourquoi, en publiant, aller au-devant de tracasseries ? Pourquoi ne pas plutôt faire l'étude et se taire ?

## Un nouveau climat technique et politique

Ce qui est politiquement le plus significatif de ce passage d'une logique de statistiques à une logique de données est de voir combien il s'accorde au développement du populisme. Les leaders populistes peuvent accumuler le mépris sur les experts traditionnels, tels qu'économistes et sondeurs, tout en faisant confiance à une forme différente d'analyse numérique. Ces politiciens s'appuient sur une élite nouvelle, moins visible, qui recherche les régularités en explorant des banques de données énormes, mais font rarement état publiquement de conclusions, sans parler d'en apporter la moindre preuve. Ces analystes de données sont souvent des physiciens ou des mathématiciens, dont les compétences n'ont pas été développées pour l'étude de la société. Tel est le cas, par exemple, de la vision du monde propagée par Dominic Cummings, ancien conseiller de Michael Gove et directeur de campagne de du vote pour le Brexit. « La physique, les mathématiques et l'informatique sont des domaines où il y a de vrais experts, contrairement à la prédiction macro-économique », affirme Cummings.

Les personnages proches de Donald Trump, comme son stratège en chef Steve Bannon et le milliardaire de la Silicon Valley Peter Thiel, connaissent de près les techniques d'avant-garde pour l'analyse des données, via des entreprises comme Cambridge Analytica, au conseil duquel siège Bannon. Pendant la campagne présidentielle, Cambridge Analytica a rassemblé diverses sources de données pour établir les profils psychologiques de millions d'Américains, qu'il a utilisés pour aider Trump à cibler les électeurs avec des messages ajustés.

Cette capacité à développer et affiner une vision psychologique dans de grandes populations est une des caractéristiques les plus novatrices – et sujette à controverse – de la nouvelle analyse de données. À mesure que s'incorporent aux campagnes politiques ces techniques « d'analyse des sentiments », qui détectent l'humeur du grand nombre en suivant des indicateurs comme

les mots employés sur des réseaux sociaux, le charme émotionnel de personnages comme Trump devient l'objet possible d'un examen scientifique minutieux. Dans un monde où l'on peut à ce point détecter les sentiments politiques du grand public, qui a besoin de sondeurs ?

Peu de conclusions sociales résultant de cette sorte d'analyse des données aboutissent jamais dans le domaine public. On n'a dès lors pas grand-chose pour ancrer le discours politique dans une quelconque réalité partagée. Avec l'autorité déclinante de la statistique et sans que rien ne la remplace dans la sphère publique, les gens peuvent vivre dans n'importe quelle communauté imaginaire avec laquelle ils se sentent le plus en phase et à laquelle ils désirent croire. Dans les domaines où la statistique pourrait corriger les affirmations erronées sur l'économie, la société ou la population, à l'âge de l'analyse des données, il existe peu de mécanismes pour empêcher les gens de donner libre cours à leurs réactions instinctives ou leurs préjugés émotionnels. Au contraire, les entreprises telles que Cambridge Analytica traitent ces sentiments comme des traces à suivre.

Mais même s'il y avait un Bureau pour l'Analyse des Données, agissant pour le compte du public et de l'État, comme le fait l'ONS, il n'est pas clair qu'il offrirait la sorte de perspective neutre que les « libéraux »<sup>2</sup> défendent aujourd'hui. Le nouveau mode de calcul convient bien pour détecter les tendances, percevoir l'humeur et découvrir des choses comme le gonflement d'une bulle. Il sert très bien les directeurs de campagne et de marketing. Il convient moins à la formulation de constats sur la société non ambigus, objectifs, faisant consensus, ce pour quoi les statisticiens et économistes sont payés.

Dans ce nouveau climat technique et politique, il incombera à la nouvelle élite numérique d'identifier les faits, les projections et les vérités dans le flot bouillonnant des données. Il reste à voir si des indicateurs comme le PIB et le chômage conserveront un intérêt politique ; mais si ce n'est pas le cas, ce ne sera pas nécessairement la fin des experts et moins encore la fin de la vérité. La question à considérer plus sérieusement, maintenant que des chiffres sont constamment produits dans notre dos et hors de notre connaissance, est de savoir dans quel état la crise de la statistique laisse la démocratie représentative.

D'une part, la capacité de riposte des institutions politiques de vieille tradition mérite d'être reconnue. Tout comme « l'économie partagée » des plates-formes comme Uber et Airbnb a récemment été contrecarrée par des décisions légales (Uber étant contraint de reconnaître ses conducteurs comme salariés, Airbnb étant totalement interdit dans quelques municipalités), le droit de la vie privée et les droits de l'homme représentent un obstacle potentiel pour l'extension de l'analyse des données. Ce qui est moins clair, c'est comment les bénéfices de l'analyse numérique pourraient être offerts au public, comme beaucoup de données statistiques le sont. Des organisations comme l'Open Data Institute, cofondé par Tim Berners-Lee, font campagne pour rendre les données disponibles au public, mais ils ont peu de poids sur les entreprises où une si grande partie de nos données s'accumulent maintenant. La statistique a débuté comme un outil par lequel l'État pouvait avoir une vision de la société, mais s'est progressivement développée de façon que les universitaires, les réformateurs de la société et les entreprises en soient parties prenantes. Mais pour beaucoup de sociétés d'analyse de données, le secret entourant les méthodes et les sources de données est un avantage compétitif auquel elles ne renonceront pas volontiers.

---

2. NDR : Dans le texte anglais : « liberals ». Attention, ce mot est un faux ami. Selon Guy Sorman : « Très éloigné du libéralisme européen, le « liberalism » aux États-Unis est en réalité un étatisme de gauche. Le libéral américain est keynésien, c'est-à-dire interventionniste sur le plan économique et libertaire sur le plan des mœurs. [...] Malheureusement, rares sont les traducteurs qui font la nuance ».

## Vers une société post-statistique ?

Une société post-statistique est une proposition potentiellement effrayante, non pas parce qu'elle ne contiendrait aucune forme de vérité ou d'expertise, mais parce qu'elle les privatiserait vigoureusement. La statistique est un des nombreux piliers du libéralisme et, en fait, des Lumières. Les experts qui la produisent et l'utilisent sont maintenant dépeints comme arrogants et oublieux des dimensions émotionnelles et locales de la politique. Il est sans doute possible de modifier la collecte des données pour mieux refléter les expériences vécues. Mais la bataille à mener n'est pas, à long terme, entre une politique élitiste de faits et une politique populiste de sentiments. Elle est entre ceux qui défendent encore la connaissance publique et le débat public et ceux qui profitent de leur désintégration en cours.

